
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 16

Bill No. 16

Loi modifiant la Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives

An Act to amend the Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act

Première lecture

First reading

Mr TETLEY

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975

Projet de loi n° 16

Loi modifiant la Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Le titre de la Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives (1966 / 1967, chapitre 72) est remplacé par le suivant:

« Loi du ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières ».

2. L'article 1 de ladite loi est remplacé par ce qui suit:

« SECTION I

« ORGANISATION DU MINISTÈRE

« **1.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, désigné dans la présente loi sous le nom de « ministre », est chargé de la direction et de l'administration du ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières. »

3. L'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 103 du chapitre 26 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement des deux dernières lignes du premier alinéa par ce qui suit: « courtage immobilier, la réception de dépôts et la protection des consommateurs. »

Bill No. 16

An Act to amend the Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The title of the Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act (1966/1967, chapter 72) is replaced by the following:

“Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions Department Act”.

2. Section 1 of the said act is replaced by the following:

“DIVISION I

“ORGANIZATION OF THE DEPARTMENT

“**1.** The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, in this act called “the Minister”, shall have charge of the management and administration of the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.”

3. Section 2 of the said act, amended by section 103 of chapter 26 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the last two lines of the first paragraph by the following: “trading in securities, real estate brokerage, the receipt of deposits and consumer protection.”

NOTES EXPLICATIVES

Les articles 1, 2, 5, 9, 10 et 11 remplacent la désignation du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives par celle de « ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières ». Le titre de la loi et ceux du ministre et du sous-ministre sont modifiés en conséquence.

L'article 3 précise que le ministre, en plus de ses autres pouvoirs, possède celui d'appliquer les lois relatives à la protection des consommateurs.

L'article 4 remplace le serment que doivent prêter les enquêteurs nommés par le ministre par un engagement de remplir au meilleur de leur connaissance et de leur jugement les devoirs qui leur sont imposés par la loi.

L'article 6 accorde au ministre des pouvoirs de délégation.

L'article 7 crée un conseil consultatif des institutions financières qui sera composé d'au plus 15 membres, outre le sous-ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, du sous-ministre associé responsable des coopératives, du président de la Commission des valeurs mobilières du Québec et du surintendant des assurances, ces autres membres n'ayant toutefois pas droit de vote.

L'article 8 pourvoit au financement des frais occasionnés par la création du conseil consultatif des institutions financières.

EXPLANATORY NOTES

Sections 1, 2, 5, 9, 10 and 11 replace the name of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives by that of "Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions". The title of the act, and those of the Minister and the deputy minister, are amended accordingly.

Section 3 specifies that in addition to his other powers, the Minister has power to apply the laws regarding consumer protection.

Section 4 replaces the oath required of investigators appointed by the Minister, by an agreement to fulfil the duties imposed on them by the act, to the best of their knowledge and judgment.

Section 6 grants the Minister certain powers of delegation.

Section 7 creates an advisory committee on financial institutions composed of at least 15 members, and, in addition, of the deputy-minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, the associate deputy-minister for cooperatives, the chairman of the Québec Securities Commission and the Superintendent of Insurance. These additional members will not be entitled to vote, however.

Section 8 provides for the financing of the expenditures entailed by the creation of the advisory committee on financial institutions.

4. L'article 4 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

« Toute personne autorisée par le ministre à faire ces enquêtes doit, sur le document constatant l'autorisation du ministre, s'engager à remplir les devoirs qui lui sont imposés par la présente loi et par les dispositions applicables de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11) et ce, au meilleur de sa connaissance et de son jugement.

Cet engagement a le même effet qu'un serment prêté devant un juge par un commissaire en vertu de ladite Loi des commissions d'enquête. »

5. L'article 8 de ladite loi, remplacé par l'article 45 du chapitre 14 des lois de 1969, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, ci-après désigné sous le nom de « sous-ministre ». »

6. L'article 14 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **14.** Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou par un fonctionnaire, mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le ministre. »

7. Les articles 17 à 25 de ladite loi sont remplacés par ce qui suit:

4. Section 4 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

“Every person authorized by the Minister to make such inquiries must, on the document evidencing the authorization of the Minister, agree to fulfil the duties imposed on him by this act, and by the applicable provisions of the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11), to the best of his knowledge and judgment.

Such engagement has the same value as an oath taken before a judge by a commissioner under the said Public Inquiry Commission Act.”

5. Section 8 of the said act, replaced by section 45 of chapter 14 of the statutes of 1969, is amended by replacing the first paragraph by the following:

“The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a deputy minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, hereinafter called “the deputy minister”.”

6. Section 14 of the said act is replaced by the following:

“**14.** No deed, document or writing shall bind the department or be attributed to the Minister, unless it is signed by him, by the deputy minister or by a functionary, and only, in the case of the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*.

The Lieutenant-Governor in Council may however, on the conditions he determines, allow the required signature to be affixed by an automatic device to the documents he determines.

The Lieutenant-Governor in Council may also allow a facsimile of the required signature to be engraved, lithographed or printed on the documents he determines; in such case, the facsimile has the same value as the signature itself if the document is countersigned by a person authorized by the Minister.”

7. Sections 17 to 25 of the said act are replaced by the following:

« SECTION II

« LE CONSEIL CONSULTATIF
DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

« **17.** Un Conseil consultatif des institutions financières est institué.

« **18.** Le Conseil a pour fonction :

a) de donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui soumet relativement aux sujets qui relèvent du domaine des institutions financières;

b) d'entreprendre, avec l'approbation préalable du ministre, l'étude de toute question qui relève du domaine des institutions financières et d'effectuer ou faire effectuer les recherches qu'il juge utiles ou nécessaires;

c) d'exercer toute autre attribution d'ordre consultatif que le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui confier.

Le Conseil peut recevoir et entendre les requêtes et suggestions des individus et des groupes sur toute question visée au présent article.

« **19.** Le Conseil doit communiquer au ministre les constatations qu'il a faites et les conclusions auxquelles il arrive et lui faire les recommandations qu'il juge appropriées.

Le ministre peut rendre publiques les études du Conseil.

« **20.** Le Conseil se compose d'au plus quinze membres nommés pour un an par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il se compose en outre des personnes suivantes, qui y siègent sans droit de vote: le sous-ministre, le sous-ministre associé visé au deuxième alinéa de l'article 9, le président de la Commission des valeurs mobilières du Québec et le surintendant des assurances.

« **21.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un président et un vice-président parmi les personnes visées au premier alinéa de l'article 20.

DIVISION II

"ADVISORY COMMITTEE ON
FINANCIAL INSTITUTIONS

"**17.** An Advisory Committee on Financial Institutions is established.

"**18.** The duties of the Committee shall be:

(a) to advise the Minister on any matter he submits to it in respect of any subject pertaining to the field of financial institutions;

(b) to undertake, with the prior approval of the Minister, the study of any matter pertaining to the field of financial institutions and to carry out or have carried out any research it deems useful or necessary;

(c) to exercise any other advisory capacity the Lieutenant-Governor in Council may assign to it.

The Committee may receive and hear petitions and suggestions from individuals and groups on any matter contemplated in this section.

"**19.** The Committee shall communicate its findings and conclusions to the Minister and make such recommendations to him as it deems appropriate.

The Minister may make the studies of the Committee public.

20. The Committee shall be composed of at least fifteen members, appointed for one year by the Lieutenant-Governor in Council.

It shall also include the following persons, who shall sit thereon without the right to vote: the deputy minister, the associate deputy-minister contemplated in the second paragraph of section 9, the chairman of the Québec Securities Commission and the Superintendent of Insurance.

"**21.** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a chairman and a vice-chairman from among the persons contemplated in the first paragraph of section 20.

« **22.** Les membres du Conseil visés au premier alinéa de l'article 20 demeurent en fonction nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

« **23.** Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre du Conseil visé au premier alinéa de l'article 20 est comblée pour le reste de son mandat.

« **24.** Le président dirige les activités du Conseil et en coordonne les travaux; il assure la liaison entre le Conseil et le ministre.

[[« **25.** Les membres du Conseil visés au premier alinéa de l'article 20 ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.]]

[[« **26.** Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés du Conseil sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique.]]

« **27.** Le Conseil peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

Il peut se réunir aussi souvent qu'il lui est nécessaire pour l'accomplissement de ses fonctions et attributions.

Il doit aussi se réunir à la demande du ministre à la date et à l'endroit déterminés par celui-ci. Il peut alors, dans le cadre de sa compétence, être saisi de tout sujet que détermine le ministre.

« **28.** Au cas d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président.

« **29.** Le Conseil doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, transmettre au ministre qui le communique à l'Assemblée nationale, un rapport de ses activités pour l'année financière précédente. »

[[**8.** Les sommes requises pour l'application des articles 25 et 26 de la Loi du

“22. The members of the Committee contemplated in the first paragraph of section 20 shall remain in office notwithstanding the expiry of their term until they are reappointed or replaced.

“23. Every vacancy occurring during the term of a member of the Committee contemplated in the first paragraph of section 20 shall be filled for the remainder of his term.

“24. The chairman shall manage the activities of the Committee and coordinate its work; he shall ensure liaison between the Committee and the Minister.

[[**“25.** The members of the Committee contemplated in the first paragraph of section 20 shall not be remunerated. However, they are entitled to the reimbursement of reasonable expenses incurred in the performance of their duties and shall receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.]]

[[**“26.** The secretary and the other officers and employees of the Committee shall be appointed and remunerated under the Civil Service Act.]]

“27. The Committee may hold its sittings at any place in the province of Québec.

It may meet as often as necessary for the exercise of its duties and capacities.

It must also meet at the request of the Minister at the date and place determined by him. Any matter determined by the Minister which falls within its competence may then be referred to it.

“28. If the chairman is unable to act, he shall be replaced by the vice-chairman.

“29. The Committee, not later than 30 June each year, shall submit a report of its activities for the preceding fiscal year to the Minister, who shall communicate it to the National Assembly.”

[[**8.** The sums required for the application of sections 25 and 26 of the Con-

ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières (1966/1967, chapitre 72) sont prises, pour l'exercice financier 1975/1976, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices subséquents, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

9. L'article 4 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1964, chapitre 9), modifié par l'article 19 du chapitre 16 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 4 du chapitre 23 et l'article 17 du chapitre 72 des lois de 1966/1967, par l'article 18 du chapitre 68 des lois de 1968, par l'article 13 du chapitre 14, l'article 7 du chapitre 26 et l'article 13 du chapitre 65 des lois de 1969, par l'article 12 du chapitre 42 des lois de 1970, par l'article 1 du chapitre 10 des lois de 1971 et par l'article 13 du chapitre 54 des lois de 1972 et par l'article 23 du chapitre 22 et par l'article 13 du chapitre 27 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 21 du premier alinéa par le suivant:

« 21. Un ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières; ».

10. L'article 1 de la Loi des ministères (Statuts refondus, 1964, chapitre 15), modifié par l'article 20 du chapitre 16 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 5 du chapitre 23 et l'article 18 du chapitre 72 des lois de 1966/1967, par l'article 19 du chapitre 68 des lois de 1968, par l'article 16 du chapitre 14, l'article 9 du chapitre 26 et l'article 14 du chapitre 65 des lois de 1969, par l'article 13 du chapitre 42 des lois de 1970, par l'article 5 du chapitre 23, par l'article 14 du chapitre 54 des lois de 1972 et par l'article 24 du chapitre 22 et par l'article 14 du chapitre 27 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 21 par le suivant:

« 21. Le ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières, dirigé par le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières; ».

11. Dans les lois ou proclamations ainsi que dans les arrêtés en conseil, con-

sumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions Department Act (1966/1967, chapter 72) shall be taken for the fiscal year 1975/1976 out of the consolidated revenue fund, and for subsequent fiscal years out of the moneys appropriated annually for such purpose by the Legislature.]]

9. Section 4 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1964, chapter 9), amended by section 19 of chapter 16 of the statutes of 1965 (1st session), by section 4 of chapter 23 and section 17 of chapter 72 of the statutes of 1966/1967, by section 18 of chapter 68 of the statutes of 1968, by section 13 of chapter 14, section 7 of chapter 26 and section 13 of chapter 65 of the statutes of 1969, by section 12 of chapter 42 of the statutes of 1970, by section 1 of chapter 10 of the statutes of 1971, by section 13 of chapter 54 of the statutes of 1972 and by section 23 of chapter 22 and section 13 of chapter 27 of the statutes of 1973, is again amended by replacing paragraph 21 of the first paragraph by the following:

“(21) A Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions;”.

10. Section 1 of the Government Departments Act (Revised Statutes, 1964, chapter 15), amended by section 20 of chapter 16 of the statutes of 1965 (1st session), by section 5 of chapter 23 and section 18 of chapter 72 of the statutes of 1966/1967, by section 19 of chapter 68 of the statutes of 1968, by section 16 of chapter 14, section 9 of chapter 26 and section 14 of chapter 65 of the statutes of 1969, by section 13 of chapter 42 of the statutes of 1970, by section 5 of chapter 23 and section 14 of chapter 54 of the statutes of 1972 and by section 24 of chapter 22 and section 14 of chapter 27 of the statutes of 1973, is again amended by replacing paragraph 21 by the following:

“(21) The Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, presided over by the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions;”.

11. In any act or proclamation and in any order in council, contract or docu-

trats ou documents, les expressions « ministère des institutions financières, compagnies et coopératives », « ministre des institutions financières, compagnies et coopératives » et « sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives » s'entendent respectivement du ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières, du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières et du sous-ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.

12. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ment, the expressions "Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives", "Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives" and "deputy minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives" mean, respectively, the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions and the deputy minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.

12. This act shall come into force on the day of its sanction.